

**BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**



**CONJONCTURE ECONOMIQUE  
DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

*Mars 2003*

# SOMMAIRE

<b>APERÇU GENERAL.....</b>	<b>1</b>
..	
<b>I – ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....</b>	<b>2</b>
<b>II – CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L’UNION.....</b>	<b>4</b>
II-1 - Activité agricole.....	4
<i>II-1-1 - Cultures vivrières.....</i>	<i>5</i>
<i>II-1-2 - Cultures d’exportation.....</i>	<i>5</i>
II-2 - Activité minière .....	7
II-3 - Activité industrielle.....	8
II-4 - Prix à la consommation.....	11
II-5 - Finances publiques .....	12
II-6 - Situation monétaire et opérations sur le marché interbancaire.....	15
<i>II-6-1 - Situation monétaire.....</i>	<i>15</i>
<i>II-6-2 - Opérations sur le marché interbancaire .....</i>	<i>19</i>
II-7 - Evolution du marché financier.....	20
II-8 - Relations avec l’extérieur et évolution des transferts.....	21
<i>II-8-1 - Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation             de ressources extérieures.....</i>	<i>21</i>
<i>II-8-2 - Evolution des transferts .....</i>	<i>22</i>
<b>III- LISTE DES ANNEXES.....</b>	<b>24</b>

## **APERÇU GENERAL**

Au cours du premier trimestre de l'année 2003, **l'économie mondiale** continue de faire face à un affaiblissement de la croissance dans la plupart des régions du monde, sous l'effet essentiellement de l'accentuation des tensions géopolitiques et des inquiétudes induites par l'épidémie de pneumonie atypique.

**L'environnement économique des Etats membres de l'Union** continue de se ressentir au cours de la période sous revue, de l'impact de la crise déclenchée en Côte d'Ivoire le 19 septembre 2002. Outre les contraintes de production dans les secteurs secondaire et tertiaire, découlant notamment des problèmes de détournement de trafic, d'allongement des distances et d'engorgement des ports de substitution, les pays membres font face dans l'ensemble à un déficit de leurs récoltes de produits vivriers et d'exportation. L'inflation est ressortie, en variation moyenne, sur le premier trimestre 2003, à 2,3% contre 3,9% à la même période de l'année 2002.

La *situation monétaire* a été caractérisée au 31 mars 2003 par un renforcement de la position extérieure nette des institutions monétaires, une baisse du crédit intérieur et une quasi-stabilité de la masse monétaire.

Sur le *marché financier*, l'indice BRVM<sub>10</sub> et l'indice composite se sont repliés de 7,3% et de 8,1%, passant respectivement de 82,73 à 76,69 points et de 73,24 à 67,33 points.

Les *ressources mobilisées par les Etats membres* de l'Union auprès du FMI en appui aux programmes économiques et financiers se sont chiffrées, sur la période sous revue, à 26,1 millions de DTS équivalant à 21,2 milliards de FCFA, soit 24,3% des montants attendus pour l'année 2003.

Sur la base des cumuls sur les trois premiers mois de l'année 2003, les *transferts reçus et émis*, via la Banque Centrale, se sont soldés par une entrée nette de devises d'une valeur de 158,1 milliards contre 155,5 milliards à la période correspondante de l'année précédente, sous l'effet principalement des banques (100,5 milliards) et des Trésors nationaux (51,8 milliards).

## I- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'économie mondiale a été confrontée au cours du premier trimestre de l'année 2003 à l'aggravation des tensions géopolitiques dans le monde, singulièrement au Moyen-Orient, et aux inquiétudes induites par l'épidémie de pneumonie atypique. Cette situation s'est traduite par un affaiblissement de la croissance dans la plupart des régions.

*Aux Etats-Unis*, le produit intérieur brut a progressé de 1,9% au premier trimestre 2003 après une hausse de 1,4% au trimestre précédent, en raison principalement de la bonne tenue de la demande intérieure. En effet, la consommation des ménages et les investissements dans le secteur de l'immobilier ont connu des hausses respectives de 1,4% et 11% après 1,7% et 9,4% au trimestre précédent.

*Dans la zone euro*, le produit intérieur brut est resté stable au premier trimestre 2003 par rapport aux trois mois précédents. Cette situation reflète la récession qui caractérise les économies d'Allemagne, des Pays-Bas et d'Italie. L'activité s'est ressentie de la baisse de 1,4% de la consommation des ménages et de 0,2% des exportations.

*Au Japon*, le produit intérieur brut a stagné au premier trimestre 2003 après quatre trimestres consécutifs d'expansion. En effet, l'économie japonaise est restée confrontée à un ralentissement des exportations et à un repli de 1,6% de la consommation des ménages.

*Au Royaume-Uni*, le taux de croissance s'est établi à 0,2% au premier trimestre 2003, en décélération par rapport aux réalisations de 0,4% enregistrées au quatrième trimestre 2002. La production industrielle s'est inscrite en retrait de 0,4% durant la même période contre 0,9% au cours du trimestre précédent. Pour sa part, la production manufacturière s'est repliée de 0,6% d'un trimestre à l'autre.

Les prix à la consommation ont été marqués par une orientation haussière. *Aux Etats-Unis*, la variation du niveau général des prix s'est établie, en glissement annuel, à 3,0% en mars 2003, en raison essentiellement des effets induits du renchérissement des cours mondiaux du pétrole et de la dépréciation du dollar. Dans la *Zone euro*, l'indice harmonisé des prix à la consommation est ressorti, en variation mensuelle, à 0,6% en mars 2003, la plus forte hausse depuis avril 2001 contre 0,2% en décembre 2002. En glissement annuel, l'inflation s'est située à 2,4% contre 2,3% en décembre 2002. Cette remontée de l'indice s'explique par l'augmentation des prix du pétrole et, surtout, le regain de demande observé dans l'immobilier. *Au Royaume-Uni*, les prix de détail ont augmenté en glissement annuel de 3,0% en mars 2003 contre 2,7% en décembre 2002. L'inflation dans le secteur de l'immobilier, le renchérissement des prix du pétrole ainsi que l'impact de la dépréciation de la livre sur l'inflation importée, ont constitué les principaux facteurs qui

ont alimenté la hausse des prix. Au *Japon*, les prix à la consommation ont diminué en mars pour le quarante deuxième mois consécutif, ressortant à -0,6% sur un an.

La détérioration des perspectives économiques et les risques qu'elle comporte pour la stabilité économique et financière ont justifié dans nombre de pays industrialisés, le maintien d'une orientation des politiques monétaires favorable au soutien à la relance de la croissance. Ainsi, la *Réserve fédérale* a maintenu inchangés au premier trimestre 2003 le taux des fed funds et le taux d'escompte respectivement à 1,25% et 0,75%. Sur le marché monétaire, les taux d'intérêt à trois mois se sont détendus, passant en moyenne de 1,49% au quatrième trimestre 2002 à 1,26% au trimestre suivant. Sur les marchés obligataires, les rendements moyens des emprunts publics à 10 ans se sont détendus de 9 points de base à 3,95% d'un trimestre à l'autre. Dans la *Zone euro*, la Banque Centrale Européenne a réduit, le 6 mars 2003, ses taux de 25 points de base. Le taux de refinancement, le taux de dépôt et le taux des prêts marginaux ont été réduits respectivement à 2,50%, 1,50% et 3,50%. Sur le marché monétaire, l'EONIA, moyenne des taux au jour le jour du marché interbancaire, s'est inscrit au premier trimestre 2003 à 2,68%, soit un repli de 43 points de base, comparé à son niveau du dernier trimestre 2002. L'Euribor à trois mois s'est établi en moyenne à 2,68% contre 3,11% au trimestre précédent. Les rendements des emprunts publics à dix ans se sont détendus de 39 points de base d'un trimestre à l'autre pour ressortir à 4,15%. Au *Japon*, compte tenu de son niveau quasiment nul, le taux d'escompte de la Banque du Japon a été maintenu inchangé à 0,1% durant le premier trimestre 2003. La *Banque d'Angleterre*, pour sa part, a abaissé de 25 points de base son taux d'intervention à 3,75% le 6 février 2003.

*Sur le marché des changes*, la dépréciation du dollar des Etats-Unis s'est accentuée, en particulier vis-à-vis de l'euro, sous l'effet de la sortie nette de capitaux des places américaines. Les incertitudes inhérentes au conflit armé en Irak ont eu pour conséquence une accélération des liquidations des positions en dollar. Ainsi, par rapport à l'euro, la devise américaine s'est dépréciée de 7,3% d'un trimestre à l'autre. Elle s'est repliée de 1,2% pour ressortir à 0,624 livre sterling au cours de la période sous revue. Le billet vert s'est également déprécié de 2,9% vis-à-vis de la monnaie nipponne pour s'établir à 118,905 yens sur la même période.

*Sur les marchés financiers*, les mauvaises performances des entreprises américaines et la persistance des tensions géopolitiques ont eu un impact négatif sur l'évolution des bourses. Ainsi, d'une hausse de 3,9% au quatrième trimestre 2002, l'indice Dow Jones est ressorti en baisse de 2,3% durant la période sous revue. Par contre, le Nasdaq, bénéficiant d'une meilleure tenue des valeurs technologiques, a enregistré un gain de 0,34% après avoir régressé de 8,0% au quatrième trimestre 2002. Pour leur part, les *marchés financiers de la zone euro* ont enregistré des baisses sensibles, en liaison avec la dégradation des résultats des entreprises et la défiance que suscitent les valeurs

traditionnelles composant les indices. Durant la période sous revue, le CAC 40 à Paris et le DAX à Frankfort ont accusé des replis respectifs de 12,7% et 15,3% après des fléchissements de 3,7% et 14,0% au quatrième trimestre 2002. En relation avec ces contre-performances, l'indice Euro stoxx 50 s'est replié de 14,6% durant le premier trimestre 2003. La *bourse de Tokyo* a été orientée à la baisse, l'indice Nikkei perdant 5,8% au premier trimestre 2003. L'indice FTSE 100 a perdu 5,8% de sa valeur durant les trois premiers mois de l'année 2003, après un redressement de 5,17% durant le quatrième trimestre 2002.

*Les cours mondiaux des matières premières exportées par les pays membres de l'Union* ont, dans l'ensemble, enregistré un redressement au cours du premier trimestre 2003. Les évolutions les plus marquantes ont concerné notamment l'huile d'arachide (20,6%), le pétrole (16,5%), le coton (11,9%), l'huile de palmiste (32,9%), l'huile de palme (2,0%) et le caoutchouc (2,8%) dont les cours se sont sensiblement raffermis par rapport au trimestre précédent, en raison, d'une part, de la faiblesse de leur offre et, d'autre part, des incertitudes sur la durée du conflit en Irak. Seules les cotations de cajou n'ont pas évolué d'un trimestre à l'autre.

## **II- CONJONCTURE ECONOMIQUE AU SEIN DE L'UEMOA**

L'environnement économique des Etats membres de l'Union se ressent, depuis la fin du troisième trimestre 2002, de l'impact de la crise en Côte d'Ivoire. Outre les contraintes de production dans les secteurs secondaire et tertiaire, résultant notamment des problèmes d'allongement des distances et d'engorgement des ports de substitution, les performances économiques de nombreux pays membres se ressentent des mauvaises récoltes en 2002/2003.

Nonobstant cette situation, l'évolution des prix à la consommation traduit une décélération de l'inflation.

### **II.1. ACTIVITE AGRICOLE**

Le démarrage tardif de la campagne agricole 2002/2003 et le déficit pluviométrique enregistré dans certains Etats ont entraîné une baisse de la production agricole. Ainsi, en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau, au Mali et au Sénégal, la campagne s'est soldée par un repli de la production vivrière. En revanche, au Bénin, au Burkina, au Niger et au Togo, des conditions hydriques plus favorables ont permis d'accroître les niveaux de récolte des produits vivriers par rapport à la campagne précédente.

Hormis le café dont la production a enregistré une hausse, les autres cultures d'exportation sont en recul par rapport à la campagne précédente, avec toutefois des évolutions différenciées selon les pays.

### II.1.1. Cultures vivrières

Globalement, la production vivrière de l'Union, estimée à 26.947.100 tonnes, s'est repliée de 1,2% par rapport aux réalisations de la précédente campagne. Les résultats disponibles font apparaître les évolutions suivantes selon les Etats.

Au **Bénin**, les dernières évaluations font état d'une hausse de 0,5% de la production vivrière à 5.748.600 tonnes contre 3,9% en 2001/2002. Au **Burkina**, la production vivrière, estimée à 3.119.100 tonnes, a connu une augmentation de 0,6% par rapport à la campagne précédente, imputable essentiellement à la progression de la production de maïs. Au **Niger**, les résultats définitifs font état d'une production céréalière de 2.820.886 tonnes, en hausse de 7,4% par rapport à la campagne précédente. Au **Togo**, les estimations font état d'une augmentation de 4,0% de la production vivrière d'une campagne à l'autre, s'établissant à 3.094.500 tonnes.

En revanche, les résultats enregistrés dans les autres Etats de l'Union témoignent d'un recul de la production. En **Guinée Bissau**, la production vivrière a enregistré un repli de 10,7% au cours de la campagne 2002/2003, en raison de l'important déficit pluviométrique qu'a connu ce pays. Le **Sénégal**, avec une production vivrière de 901.500 tonnes, réalise l'une des plus mauvaises campagnes, marquée par la baisse importante des récoltes de toutes les cultures à l'exception de celle du sorgho. Ainsi, les récoltes des principales céréales que sont le mil, le riz et le maïs ont enregistré des baisses évaluées respectivement à 11,8%, 30,8%, 26,5% par rapport à la campagne précédente. Le repli de la production de manioc a atteint 22,6% d'une campagne à l'autre. Au **Mali**, les estimations des principales cultures vivrières laissent apparaître un niveau de production de 2.518.200 tonnes, en repli de 2,5% par rapport aux réalisations de la campagne précédente.

### II.1.2. Cultures d'exportation

Les résultats de la campagne 2002/2003, pour les produits agricoles d'exportation, restent globalement peu satisfaisants, à l'exception de ceux du café.

En effet, la production de café dans l'Union s'est inscrite en net accroissement de 27,4% à 239.400 tonnes au cours de la campagne 2002/2003, après trois années consécutives de baisse. Cette évolution est imputable à la bonne répartition de la pluviométrie enregistrée dans les zones de production. La production de cacao est, pour sa part, en baisse de 4,9% à 1.208.500 tonnes.

Le niveau global de la collecte de coton-graine atteindrait 1.720.152 tonnes contre 1.933.400 tonnes en 2001/2002, soit une baisse de 11,03%. Ce repli est induit par la diminution de la production des principaux pays producteurs du fait d'une pluviométrie insuffisante.

Au *Mali*, la collecte a porté sur un volume de 419.400 tonnes, en diminution de 26,5% par rapport à l'année précédente. Ce déclin est en liaison avec la baisse des rendements, induite par les conditions climatiques peu favorables qui ont prévalu au cours de cette campagne. Il s'explique également par la réduction des surfaces emblavées, du fait de la diminution du prix au producteur de 200 FCFA à 180 FCFA le kilogramme. Au *Bénin*, les services officiels situent la production de coton-graine à 346.000 tonnes, soit une baisse de 16,0% par rapport aux réalisations de la campagne précédente. Un recul de 12,7% de la production de coton-graine a été observé en *Côte d'Ivoire*, en raison essentiellement de l'insécurité dans les principales zones de production.

Ces contre-performances ont été compensées par la bonne tenue des récoltes au Burkina, au Togo, au Sénégal et au Niger.

Au *Burkina*, la production de coton-graine, estimée à 400.000 tonnes en 2002/2003 contre 378.500 tonnes un an auparavant, est en hausse de 5,7%. Au *Togo*, celle-ci est attendue à 168.000 tonnes, en hausse de 20% d'une campagne à l'autre. Au *Niger*, la production de coton-graine, en ressortant à 4.700 tonnes, s'est redressée de 35,1% par rapport à la campagne précédente. Au *Sénégal*, la production de coton a enregistré une hausse de 8,5% d'une campagne à l'autre, s'établissant à 38.767 tonnes.

Les récoltes d'arachide au Sénégal pour la campagne 2002/2003 ont été les plus mauvaises des cinq dernières années. Ce déclin s'explique essentiellement par les mauvaises conditions climatiques, la désorganisation de la filière consécutive au démantèlement de la Société Nationale des Graines (SONAGRAINES), ainsi que par l'absence d'appui aux producteurs après le retrait de l'Etat de la distribution des intrants. L'effet conjugué de ces facteurs s'est traduit par une chute de 70,6% de la production d'arachide d'huilerie, évaluée à 260.723 tonnes contre 887.356 tonnes en 2001/2002 ainsi qu'une baisse de 91,8% de la production d'arachide de bouche estimée à 4.623 tonnes. Au total, la production d'arachide a chuté de 71,9%, en s'établissant à 265.346 tonnes.

## **b) Commercialisation**

Les achats de graines **d'arachide d'huilerie** au Sénégal prévus à 100.000 tonnes, sont ressortis à 15.882 tonnes à fin mars 2003 contre 192.900 tonnes collectées à la période correspondante de l'année précédente, soit un repli de 91,8%. Par rapport à l'objectif de collecte, les achats ont représenté 15,9%.

Les déclarations d'achats des exportateurs de **café** en Côte d'Ivoire, au titre de la campagne 2002/2003 ont atteint 3.698 tonnes à fin mars 2003. Les exportations cumulées se sont élevées à 29.725 tonnes contre 33.226 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 3.501 tonnes ou 10,5%. Les stocks théoriques se sont établis à 13.418 tonnes contre 15.418 tonnes à la même période en 2002.



Les achats de **cacao** en Côte d'Ivoire au titre de la campagne 2002/2003 ont atteint 913.935 tonnes à la date du 31 janvier 2003. Rapportée aux achats de la campagne précédente, la collecte s'est inscrite en hausse de 65.982 tonnes, ou 7,8%. L'importance des tonnages collectés est liée à la hausse des cours mondiaux du cacao, induite par les incertitudes nées de la crise prévalant en Côte d'Ivoire.

Les quantités de **coton** collectées se sont établies à 1.001.648 tonnes à fin mars 2003 contre un niveau de 1.116.754 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 10,3%. Au regard de l'objectif fixé à 1.401.000 tonnes pour l'ensemble de l'Union, le volume acheté a représenté 71,5%.

Au *Bénin*, le volume commercialisé du coton s'est élevé à 294.276 tonnes à la date du 31 mars 2003, en baisse de 13,3% par rapport aux réalisations de la même période de 2002. Les exportations de fibres ont porté sur 149.986 tonnes. Le prix au producteur a été revu à la baisse à 190 FCFA le kilogramme contre 200 FCFA un an auparavant. Au *Burkina*, les quantités collectées se sont situées à 359.000 tonnes, représentant 89,8% de l'objectif fixé à 400.000 tonnes. Par rapport à la campagne précédente, le volume de coton acheté à fin mars 2003 est en repli de 5,2%. Le prix au producteur est demeuré à 200 FCFA. Au *Mali*, le volume commercialisé de coton-graine s'est établi à 311.800 tonnes à fin mars 2003, en baisse de 14,1% par rapport au niveau de collecte de fin mars 2002. Les achats ainsi réalisés représentent 67,1% de l'objectif de collecte. Le prix au producteur pour la campagne 2002/2003 a été de 180 FCFA contre 200 FCFA un an plus tôt. Au *Sénégal*, la collecte de coton-graine s'est établie à 36.572 tonnes à fin mars 2003, pour un objectif de 38.767 tonnes. Le prix au producteur est demeuré stable à 185 FCFA.

## II.2. ACTIVITE MINIERE

Au cours de la période sous revue, les productions minières ont présenté des évolutions différenciées selon les produits.

La production de **pétrole brut**, ressortie sur une base cumulée à 1.516.900 barils à fin mars 2003, a plus que triplé par rapport aux réalisations de la même période de l'année 2002. Cette évolution est essentiellement due à la mise en exploitation en Côte d'Ivoire de nouveaux puits de pétrole. Pour sa part, la production de **gaz naturel** est ressortie en hausse de 1,6% à 12.707,7 milliards de BTU\* (British Thermal Unit) contre 12.504,4 milliards de BTU à la période correspondante de l'année précédente.

**Les extractions de phosphate** au Togo ont enregistré, au cours de la période sous revue, une hausse de 25,7%. Au total, la production de l'Union s'est établie à

---

\* un BTU est l'équivalent de 0,028317 décimètre cube.

738.900 tonnes à fin mars 2003, en accroissement de 1,2% par rapport au premier trimestre 2002, en dépit de la baisse de 17,2% des extractions au Sénégal.

L'extraction d'**or** a atteint 14.504,5 kilogrammes au Mali à fin mars 2003, soit une baisse de 11,0% par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ce repli est en liaison avec les contre-performances enregistrées par toutes les sociétés d'exploitation de mines d'or.

La production d'**uranium** de la période sous revue a été de 375,2 tonnes, portant le cumul à 464,2 tonnes à fin mars 2003, soit une hausse de 6,2% par rapport à l'année 2002. Cette évolution a été essentiellement assurée par les usines de la COMINAK qui, au cours du seul mois de mars, ont produit 255,6 tonnes. Les exportations cumulées se sont établies à 270 tonnes au premier trimestre 2003 contre 470 tonnes un an plus tôt, soit une baisse de 42,6%.

### II.3. ACTIVITE INDUSTRIELLE

La production industrielle dans l'Union a progressé de 12,4% au premier trimestre 2003, confirmant la tendance au redressement observée au quatrième trimestre 2002. Cette évolution est imputable à la reprise de l'activité au Bénin, au Burkina, au Mali et dans une moindre mesure en Côte d'Ivoire. En revanche, des baisses ont été enregistrées au Niger, au Sénégal et au Togo. En glissement annuel, la production industrielle a progressé de 11,5%, en liaison avec le raffermissement de l'activité des industries manufacturières et des activités extractives.

D'un trimestre à l'autre, l'**activité manufacturière**, dont la part dans l'indice global se chiffre à 69,8%, a progressé de 30,8% au premier trimestre 2003, après une hausse de 8,0% un trimestre auparavant. Ce redressement s'explique par la reprise saisonnière des activités d'égrenage de coton ainsi que par une demande plus soutenue de produits chimiques entrant dans l'industrie textile et le traitement des cuirs et peaux. En revanche, les **industries extractives**, dont la part dans l'indice est de 13,7%, ont accusé un net recul de 37,2% de leur production par rapport au quatrième trimestre 2002.

En glissement annuel, la production manufacturière et extractive s'est inscrite en hausse respectivement de 15,3% et 9,7%.

Par pays, la situation se présente comme suit :

Au *Bénin*, la production industrielle s'est accrue de 2,9% au premier trimestre 2003, après 5,3% au quatrième trimestre 2002. Cette évolution est imputable principalement au dynamisme des industries manufacturières, dont la production est ressortie en hausse de 3,3%. Cette progression a été tirée par les activités d'égrenage de coton, les produits minéraux non métalliques (+2,9%) et les produits à base de tabac

(+7,3%). En revanche, le recul de 27,6% de la production des produits alimentaires et boissons, en raison du reflux saisonnier de la production d'huile de palme et de coton, a atténué les effets des hausses enregistrées.

En glissement annuel, la production industrielle a baissé de 0,1%.

Au *Burkina*, l'indice de la production industrielle a plus que quadruplé au premier trimestre 2003, après le repli de 5,7% observé le trimestre précédent. Cette embellie porte l'empreinte du regain d'activité des industries manufacturières. Outre l'intensité de l'activité d'égrenage, cette croissance est également induite par la vigueur des industries agro-alimentaires qui ont enregistré une hausse de 53,3% et par l'intensification de la production des matières chimiques (+47,5%). Toutefois, du fait de la morosité de la demande, des replis de 50,5% et de 7,9% sont notés respectivement en ce qui concerne la production de caoutchouc et de matières plastiques ainsi que celle de papier, de carton et d'articles en papier.

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle est en hausse de 13,0% par rapport au premier trimestre de l'année 2002.

En Côte d'Ivoire, l'indice de la production industrielle s'est redressé de 5,4%, après un recul de 8,6% observé trois mois plus tôt. Le retour progressif à une situation normale a eu une incidence positive sur la tenue de l'activité dans les industries manufacturières, dont l'indice s'est inscrit en hausse de 8,4%. La bonne tenue de l'activité manufacturière a été également le fait de produits pétroliers raffinés et de produits chimiques dont la production est en accroissement respectivement de 36,6% et 26,1%. Toutefois, l'impact de cette évolution a été atténué par le repli de 2,9% de l'activité dans le secteur des industries extractives ainsi que de 7,8% de celui de la production d'électricité de gaz et d'eau.

En glissement annuel, l'activité industrielle s'est repliée de 12,5% par rapport à la même période de l'année précédente.

Au *Mali*, la tendance haussière de la production industrielle amorcée un trimestre plus tôt s'est confirmée au cours de la période sous revue. En effet, l'IPI est ressorti en hausse de 105,3% entre janvier et mars 2003. En dépit du repli de 21,6% de l'activité des industries extractives, la bonne tenue de l'activité industrielle a été portée par les industries manufacturières dont le rythme de production a plus que doublé. Cette évolution a été le fait notamment du secteur du textile, en liaison avec la reprise des activités d'égrenage de coton et du regain de dynamisme de celle des filatures. La production des unités opérant dans les sous-secteurs chimiques, de caoutchouc et de matières plastiques a également connu une hausse, du fait des opportunités d'import-substitution induites par l'arrêt des échanges commerciaux avec la Côte d'Ivoire. Par

ailleurs, l'accroissement de la production de la centrale électrique du barrage de Manantali a contribué à l'amélioration de la disponibilité en énergie électrique, comme en témoigne la hausse de 15,2% de la production du secteur électricité, gaz et eau.

Sur une base annuelle, l'indice de la production industrielle s'est accru de 137,2%.

Au *Niger*, la production industrielle s'est repliée de 50,7% au premier trimestre 2003, après une hausse de 9,3% trois mois auparavant. Cette évolution résulte de la baisse des activités des industries extractives à la suite de l'arrêt technique des usines d'exploitation d'uranium en janvier 2003. Les industries extractives qui représentent 60,1% du poids de l'indice ont, en effet, vu leur activité diminuer de 86,7% d'un trimestre à l'autre. L'amélioration de 7,2% et de 11,4% respectivement de la production manufacturière et de celle d'électricité, de gaz et d'eau n'a que faiblement contribué à atténuer cette baisse.

D'une année à l'autre, la production industrielle est en recul de 26,4%.

Au *Sénégal*, l'indice de la production industrielle a enregistré, en variation trimestrielle, une baisse de 3,6% au premier trimestre 2003, après une hausse de 1,9% trois mois plus tôt. Cette évolution témoigne du recul de l'activité de l'ensemble des secteurs. La production des industries agroalimentaires est en baisse de 14,2%, tandis que les activités extractives sont en repli de 3,7%.

En glissement annuel, l'indice de la production industrielle a progressé de 0,8% par rapport au premier trimestre 2002.

Au *Togo*, l'indice de la production industrielle s'est inscrit en baisse de 20,0% au cours des trois premiers mois de l'année 2003, après une hausse de 18,5% au quatrième trimestre 2002. Cette évolution est imputable à l'ensemble des secteurs. En effet, l'indice du secteur manufacturier et celui des industries extractives sont en repli respectivement de 5,4% et 11,5%. Pour sa part, l'indice de la production d'électricité, de gaz et d'eau a fortement reculé de 48,4%. La baisse de l'activité du secteur manufacturier est imputable notamment au ralentissement des fabriques d'ouvrages en métaux, en liaison avec les ruptures de stocks de matières premières et des travaux de réfection dans une des unités de production.

En glissement annuel, l'indice global est en retrait de 4,8% par rapport au premier trimestre de l'année 2002.

#### II.4. PRIX A LA CONSOMMATION

Le niveau général des prix à la consommation dans les pays de l'Union a augmenté, en variation moyenne, de 2,3%, au premier trimestre 2003 contre 2,5% au quatrième trimestre de l'année 2002. Cette hausse est liée aux prix des produits alimentaires qui ont progressé de 3,1% ainsi qu'à la composante hors alimentation qui a cru de 1,9%. L'évolution des prix des produits alimentaires est liée notamment au renchérissement de la viande et des produits de pêche du fait des perturbations des circuits de distribution à la suite de la crise ivoirienne et, dans une moindre mesure, à la hausse des prix des tabacs induite par la baisse de leur production.

Par pays, la situation se présente comme suit :

Au *Bénin*, le niveau général des prix à la consommation s'est accru, ressortant à 3,1% au cours du premier trimestre contre 2,9% à la même période de l'année 2002. Cette évolution a été induite par le renchérissement des produits pétroliers et, dans une moindre mesure, des produits alimentaires. En effet, les prix des produits alimentaires ont enregistré, en moyenne sur le trimestre, une hausse de 0,9%, ceux du transport et du logement progressant de 1,0%.

Au *Burkina*, l'inflation est ressortie, en variation moyenne, à 2,6% contre 1,7% à la même période de l'année 2002. Cette progression du niveau général des prix à la consommation est imputable essentiellement au renchérissement des produits non alimentaires qui continuent de subir l'onde de choc de la crise ivoirienne. A la hausse des cours mondiaux du pétrole s'ajoutent les difficultés d'acheminement vers le Burkina des produits pétroliers qui transitaient, dans une large proportion, par le port d'Abidjan. Il en a résulté un accroissement des prix des produits pétroliers et, partant, celui de la composante « transport » qui enregistre une augmentation de 1,3%. Le repli de 0,7% des prix des produits alimentaires a contribué à atténuer la hausse des prix.

En *Côte d'Ivoire*, le taux d'inflation s'est établi à 3,7%, en moyenne sur les trois premiers mois de l'année 2003. A la même période de l'année précédente, ce taux était de 3,9%. Cette évolution est notamment induite par le renchérissement des produits alimentaires, du fait des difficultés d'approvisionnement en viande, à partir des pays sahéliens. La composante « alimentation » a enregistré une hausse de 3,0%. La composante « logement » a connu également une remontée de 0,5%.

En *Guinée Bissau*, l'inflation, appréciée à travers l'indice des prix des produits alimentaires, a été de -2,9% en moyenne au cours des trois premiers mois de l'année 2003, après une progression de 4,8% à la même période un an auparavant. Cette détente est liée essentiellement à la dégrèvement des prix des céréales, des légumes, des produits halieutiques et des articles d'ameublement et de santé.

Au *Mali*, l'indice général des prix à la consommation a enregistré, en moyenne au cours du trimestre sous revue, une hausse de 2,1% contre 4,3% au trimestre précédent et 6,3% à la même période de l'année 2002. Cette décélération, induite par l'amélioration de l'offre de produits alimentaires et la réduction des coûts des appels téléphoniques, masque les pressions perceptibles sur les prix des produits pétroliers et le transport.

Au *Niger*, le niveau général des prix à la consommation est ressorti, au cours de la période sous revue, en hausse de 0,2% contre 4,0% à la période correspondante de 2002. L'amélioration de l'offre alimentaire, induite par l'arrivée sur le marché des nouvelles récoltes de la campagne 2002/2003, a contribué à atténuer la progression de l'indice général des prix à la consommation. En effet, la composante « transport » a enregistré une hausse de 0,6%, tandis que la composante « alimentation » est en décline de 1,3%.

Au *Sénégal*, l'indice harmonisé des prix à la consommation a connu, en variation moyenne, une hausse de 0,8% au premier trimestre 2003, après 0,7% trois mois plus tôt. Cette évolution est imputable aux composantes « alimentation », « logement » et « santé » dont les taux se sont accrus respectivement de 0,1, 0,5 et 0,1 point de pourcentage. La hausse des cours mondiaux du pétrole a eu des répercussions sur les prix à la pompe et, partant, sur la composante « transport » dont l'indice s'est accru de 0,2 point de pourcentage. Toutefois, l'amélioration de l'offre des produits halieutiques a contribué à la baisse des prix des produits alimentaires, atténuant ainsi l'impact haussier induit par le repli de la production céréalière de la campagne agricole 2002/2003.

Au *Togo*, la décline de 0,3% de l'inflation observée au premier trimestre 2003 contraste avec la hausse de 5,1% relevée à la période correspondante de l'année 2002. Cette baisse est induite par le repli de 1,2% de la composante « alimentation ». Le recul du prix du ciment a également contribué à cette détente. Le logement, les soins de santé ainsi que les services d'hôtels, bars et restaurants ont contribué à l'inflation pour respectivement 0,5 point, 0,1 point et 0,6 point de pourcentage.

## **II.5. FINANCES PUBLIQUES**

A l'exception du Togo, les données disponibles portent sur l'exécution des opérations financières de l'Etat optique TOFE, à fin mars 2003 pour l'ensemble des pays. Par pays, les évolutions ci-après ont été enregistrées.

Au *Bénin*, les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un excédent, base engagements, hors dons, de 3,4 milliards à fin mars 2003 contre 18,6 milliards en mars 2002, soit une détérioration de 15,2 milliards. La forte progression des dépenses explique cette évolution.

Les dépenses budgétaires ont enregistré une hausse de 32,6% pour se chiffrer à 69,2 milliards, en liaison avec la forte progression des dépenses en capital. Celles-ci ont atteint 11,1 milliards contre 1,8 milliard un an auparavant. Les dépenses courantes se sont établies à 57,2 milliards en mars 2003 contre 49,6 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 7,6 milliards.

Les recettes budgétaires se sont, pour leur part, établies à 72,6 milliards, en hausse de 1,9 milliard par rapport à la même période de l'année précédente. Les recettes fiscales se sont accrues de 1,7% pour s'établir à 66,7 milliards.

Au *Burkina*, l'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit global, base engagements, hors dons, de 48,0 milliards contre 45,3 milliards un an plus tôt, en aggravation de 2,7 milliards.

Les recettes et dons ont augmenté de 6,5 milliards par rapport à la même période de l'année écoulée, s'établissant à 75,9 milliards en liaison avec l'évolution des recettes fiscales. En effet, ces dernières se sont accrues de 8,3% pour ressortir à 59,0 milliards. Les dépenses totales et prêts nets ont atteint, pour leur part, 109,9 milliards contre 102,1 milliards au premier trimestre de l'année précédente, soit un accroissement de 7,8 milliards imputable à l'évolution des dépenses en capital. Celles-ci ont progressé de 11,9 milliards pour ressortir à 52,0 milliards. Quant aux dépenses courantes, elles ont accusé une baisse de 15,0% en glissement annuel, pour se chiffrer à 52,0 milliards. Les dons mobilisés ont atteint 14,0 milliards, soit une hausse de 1,4 milliard.

En *Côte d'Ivoire*, le solde global, base engagements, hors dons, est ressorti excédentaire de 53,8 milliards, contre 107,4 milliards en mars 2002, en diminution de 53,6 milliards, en liaison avec l'effet conjugué d'une baisse des recettes et d'une augmentation des dépenses et prêts nets.

Les recettes budgétaires cumulées en mars 2003 se sont établies à 334,4 milliards contre 363,0 milliards un an plus tôt, soit un repli de 28,6 milliards, imputable à la baisse simultanée des recettes fiscales et non fiscales. Les recettes fiscales ont reflué de 7,5 milliards pour s'établir à 310,8 milliards et les recettes non fiscales se sont inscrites à 23,6 milliards en deçà des réalisations de 44,7 milliards à fin mars 2002. Les dépenses totales et prêts nets ont atteint, pour leur part, 280,6 milliards contre 255,6 milliards au premier trimestre de l'année précédente, soit une hausse de 25,0 milliards imputable à la progression des dépenses en capital. Ces dernières se sont en effet inscrites en hausse de 11,3 milliards pour se situer à 38,0 milliards au cours du premier trimestre 2003 du fait d'une augmentation de 79,6% de celles financées sur ressources extérieures. Les dépenses courantes se sont accrues de 5,3% pour se chiffrer à 242,4 milliards. La masse salariale a représenté 40,0% des recettes fiscales.

En *Guinée Bissau*, l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin mars 2003 s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons, de 1,7 milliard contre 4,1 milliards un an plus tôt, en amélioration de 2,4 milliards.

Les recettes totales ont connu une légère hausse de 0,2 milliard pour s'établir à 3,2 milliards. Les recettes fiscales se sont chiffrées, pour leur part, à 2,7 milliards, en hausse de 0,7 milliard. Aucun don n'a été mobilisé sur la période. Les dépenses totales et prêts nets se sont élevés à 4,9 milliards, en baisse de 2,4 milliards. Les dépenses courantes sont ressorties à 4,7 milliards contre 6,4 milliards un an auparavant, soit une baisse de 1,7 milliard.

Au *Mali*, les opérations réalisées au cours du mois de mars 2003 se sont soldées par un déficit, base engagements, hors dons, de 19,7 milliards, contre 34,3 milliards un an plus tôt, en amélioration de 14,6 milliards, sous l'effet simultané d'une augmentation des recettes et d'une exécution prudente des dépenses.

Les recettes budgétaires totales se sont accrues de 13,3% pour s'établir à 97,9 milliards. Les recettes fiscales ont progressé de 9,9% pour se chiffrer à 80,1 milliards. Les recettes non fiscales se sont établies pour leur part, à 9,1 milliards, en hausse de 3,5 milliards. Les dépenses totales et prêts nets se sont élevés à 117,6 milliards contre 120,7 milliards un an plus tôt, soit une diminution de 3,1 milliards, imputable à la fois, à la baisse des dépenses courantes et à celles en capital. Ces dernières, ressorties à 46,1 milliards, sont en repli de 5,9 milliards par rapport à la même période de l'année 2002. Les dépenses courantes sont également en baisse de 4,0 milliards.

Au *Niger*, l'exécution des opérations financières de l'Etat à fin mars 2003 s'est soldée par un déficit, base engagements, hors dons, de 21,6 milliards contre 2,2 milliards un an plus tôt, en aggravation de 19,4 milliards.

Les recettes et dons se sont établis à 46,0 milliards à fin mars 2003 contre 55,3 milliards un an plutôt, soit une baisse de 16,8% imputable à la diminution des recettes fiscales et des autres recettes non classées. Les recettes fiscales sont en baisse de 5,7% pour s'établir à 34,1 milliards. Les dépenses et prêts nets ont enregistré une hausse de 22,2% pour se chiffrer à 56,6 milliards à fin mars 2003. Les dépenses en capital, essentiellement financées sur ressources externes, ont progressé de 8,0 milliards, pour s'établir à 23,5 milliards. Les dépenses courantes se sont pour leur part, chiffrées à 33,1 milliards, en hausse de 2,1 milliards.

Au *Sénégal*, le solde global des opérations financières de l'Etat sur la base des engagements, hors dons, est ressorti excédentaire de 15,1 milliards à fin mars 2003, contre 2,3 milliards un an plus tôt.



Les recettes totales et dons cumulés se sont élevés à 172,3 milliards contre 163,1 milliards un an plus tôt. Les recettes fiscales se sont élevées à 158,7 milliards, en hausse de 7,2%. Les dépenses totales et prêts nets se sont établis à 148,2 milliards en mars 2003, niveau proche des réalisations de 148,4 milliards enregistrées un an plus tôt. Les dépenses courantes ont progressé de 24,1% pour s'établir à 115,5 milliards. Les dépenses en capital, pour leur part, se sont inscrites en baisse de 3,8% pour se fixer à 37,7 milliards. Les dépenses nettes non ventilées des comptes spéciaux du Trésor et des comptes de correspondants, se sont chiffrées à -4,9 milliards contre 14,0 milliards un an plus tôt.

Au *Togo*, l'exécution des opérations financières de l'Etat a dégagé, à fin décembre 2002, un déficit global, base ordonnancements, hors dons, de 10,5 milliards contre 24,3 milliards l'année précédente.

Les recettes et dons sont évalués à 128,3 milliards en 2002 contre 132,1 milliards l'année précédente, en baisse de 3,8 milliards. Les recettes fiscales ont augmenté de 7,3 milliards pour s'établir à 115,5 milliards. Les dons mobilisés se sont repliés de 1,1 milliard pour s'établir à 3,5 milliards. Les dépenses et prêts nets ont enregistré une contraction de 16,5 milliards par rapport aux réalisations de 2001, pour s'établir à 135,3 milliards. Cette évolution résulte de la baisse de 5,7% des dépenses courantes chiffrées à 120,9 milliards et de celle plus importante de 36,8% des dépenses d'investissement qui se sont établies quant à elles à 14,4 milliards.

## **II.6. SITUATION MONETAIRE ET OPERATIONS SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE**

### **II-6.1. Situation monétaire**

Par rapport au trimestre précédent, la situation monétaire de l'Union au 31 mars 2003 a été caractérisée par un renforcement de la position extérieure nette des institutions monétaires, une baisse du crédit intérieur et une quasi-stabilité de la masse monétaire. Les interventions globales de la Banque Centrale ont également fléchi au cours de la période.

#### **II.6.1.1 – Avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 3.107,0 milliards à fin mars 2003 contre 2.850,9 milliards à fin décembre 2002, soit une progression de 256,1 milliards. L'augmentation des avoirs extérieurs nets est essentiellement imputable à l'encaissement de recettes d'exportation par la Côte d'Ivoire et le Mali, à la faveur de la remontée des cours du cacao et de l'or. La mobilisation des ressources extérieures en appui aux programmes économiques et financiers ainsi que les intérêts perçus au titre des avoirs en compte d'opérations constituent également des facteurs explicatifs de cette évolution. Par rapport à leur niveau de mars 2002, les avoirs

extérieurs nets des institutions monétaires se sont consolidés de 593,2 milliards à fin mars 2003

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale, évalués à 2.821,8 milliards à fin mars 2003, sont en augmentation de 224,7 milliards par rapport à fin décembre 2002. En variation annuelle, la position extérieure nette de la Banque Centrale s'est renforcée de 580,1 milliards, en liaison avec la hausse de 529,2 milliards des avoirs extérieurs bruts, dont l'effet a été accentué par la baisse de 50,9 milliards des engagements extérieurs.

Les avoirs extérieurs nets des banques sont ressortis à 285,1 milliards à fin mars 2003, en amélioration de 31,4 milliards, après l'accroissement de 82,9 milliards enregistré un trimestre plus tôt. Cette évolution, imputable à l'ensemble des pays à l'exception du Bénin, du Burkina et du Sénégal, a résulté de la progression de 16,7 milliards des avoirs extérieurs bruts, renforcée par la baisse de 14,6 milliards des engagements extérieurs.

Toutefois, par rapport au niveau atteint à fin mars 2002, la position extérieure nette des banques s'est renforcée de 13,0 milliards. Cette évolution résulte du repli de 23,6 milliards des engagements, atténué par la contraction de 10,6 milliards des créances brutes sur l'extérieur

### **II.6.1.2 – Crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur a accusé, au premier trimestre 2003, une baisse de 185,3 milliards ou 4,8% pour se situer à 3.690,9 milliards. Cette évolution résulte d'une diminution de 127,3 milliards des concours au secteur privé et d'une amélioration de 58,0 milliards de la position nette débitrice des Etats vis-à-vis du système bancaire.

En glissement annuel, l'encours du crédit intérieur enregistre une augmentation de 61,2 milliards ou 1,7%.

**La position nette débitrice des gouvernements** s'est établie à 775,7 milliards à fin mars 2003, en amélioration de 58,0 milliards par rapport à son niveau de fin décembre 2002, en liaison avec la baisse de 37,1 milliards des engagements des Trésors auprès du système bancaire et de l'accroissement de 20,9 milliards de leurs créances.

La réduction des engagements des Etats s'explique essentiellement par la contraction de 24,6 milliards des concours des banques et de 14,3 milliards des utilisations des concours du FMI. L'augmentation des créances est, pour sa part, liée à l'accroissement de 34,3 milliards des dépôts des Etats auprès de la BCEAO et de 5,7 milliards de leurs encaisses. En revanche, les dépôts publics dans les banques ont diminué de 13,5 milliards et les obligations cautionnées de 5,5 milliards. Par rapport à son niveau de mars 2002, la position nette des gouvernements s'est améliorée de 140,0 milliards à fin mars 2003, du

fait d'une hausse de 101,4 milliards des créances des Etats et du repli de 38,6 milliards de leurs engagements vis-à-vis du système bancaire.

D'un trimestre à l'autre, l'encours des **crédits à l'économie** a baissé de 127,3 milliards ou 4,2% à fin mars 2003 pour se fixer à 2.915,1 milliards. Ce repli est imputable principalement aux crédits ordinaires qui ont diminué de 122,2 milliards. Au cours de la même période de l'année précédente, les crédits à l'économie avaient diminué de 158,8 milliards ou 5,5%.

Les crédits de campagne se sont repliés de 5,1 milliards ou 2,8% sur le trimestre, pour se situer à 176,3 milliards à fin mars 2003 contre un accroissement de 12,7 milliards ou 8,5% durant la même période de l'année 2002. Cette contraction est attribuable au dégonflement de 59,9 milliards de l'encours de ces crédits en Côte d'Ivoire. Des hausses ont par contre été observées au Bénin (9,4 milliards), au Burkina (7,2 milliards), au Mali (31,7 milliards) et au Sénégal (6,5 milliards). Dans ces pays, le niveau des crédits de campagne relevé à fin mars 2003, est conforme à celui traditionnellement observé en cette période de pointe du financement de la campagne de coton, à l'exception du Sénégal où l'encours reste relativement faible. Au Sénégal, les financements de la campagne de commercialisation ont été pour l'essentiel assurés par les banques étrangères, contrairement au Bénin où aucun concours n'a été consenti par ces dernières. Au Burkina et au Mali, les crédits accordés par les banques étrangères dans le cadre du financement de la campagne agricole se sont situés respectivement à 17,3 milliards et 31,4 milliards.

Les crédits ordinaires se sont repliés de 122,2 milliards ou 4,3% au cours du premier trimestre 2003 pour se chiffrer à 2.738,8 milliards, en raison du recul de 122,5 milliards des crédits à court terme, les concours à moyen et long terme s'étant accrus de 0,3 milliard. Les baisses sont localisées en Côte d'Ivoire (146,8 milliards), au Mali (32,7 milliards), en Guinée Bissau (2,2 milliards) et au Niger (0,5 milliard). Le recul observé en Côte d'Ivoire s'explique par les remboursements effectués par des sociétés opérant dans les secteurs du commerce, de l'agro-industrie, du transport maritime ainsi que de l'énergie. Au Mali, il est imputable aux remboursements des crédits de campagne déclassés en crédits ordinaires en décembre 2002 ainsi qu'à des concours aux entreprises intervenant dans le secteur du commerce. En revanche, des hausses ont été observées au Sénégal (28,9 milliards), au Burkina (19,4 milliards), au Togo (7,8 milliards) et au Bénin (3,9 milliards). Au Sénégal, l'augmentation des concours ordinaires s'explique, à hauteur de 28,5 milliards, par des crédits de trésorerie consentis à des entreprises des secteurs des télécommunications, de l'industrie chimique et de l'énergie. Au Bénin, elle résulte essentiellement des financements au profit des sociétés pétrolières, agro-industrielles, commerciales et des télécommunications.

Comparé à son niveau à fin mars 2002, l'encours des crédits à l'économie a augmenté de 201,1 milliards ou 7,4% à fin mars 2003, du fait de la hausse de 187,4

milliards ou 7,3% des crédits ordinaires et de 13,8 milliards ou 8,5% des crédits de campagne. L'accroissement des crédits ordinaires s'explique à hauteur de 185,9 milliards ou 11,3% par les concours à court terme et de 1,5 milliard ou 0,2% par les financements de ceux à moyen et long terme. Cette expansion des crédits ordinaires découle essentiellement de l'accentuation des besoins de trésorerie des entreprises dans la plupart des Etats de l'Union, du fait notamment de l'augmentation du coût des transactions dans certains pays liée à la réorientation du trafic et à l'alourdissement de la facture pétrolière.

### II.6.1.3 - Masse monétaire

La **masse monétaire** est ressortie à 5.472,2 milliards à fin mars 2003, en quasi-stabilité par rapport au niveau enregistré à fin décembre 2002.

La **circulation fiduciaire** s'est établie à 1.924,6 milliards à fin mars 2003, en baisse de 88,4 milliards ou 4,4% par rapport à décembre 2002. Elle s'est accrue de 13,2% par rapport à son niveau de mars 2002. La part de la *circulation fiduciaire* dans la masse monétaire s'est repliée, en passant de 36,8% à fin décembre 2002 à 35,2% à fin mars 2003. A fin mars 2002, la proportion des billets et pièces de monnaie dans la masse monétaire était de 34,4%.

Les **dépôts** ont progressé de 85,5 milliards soit 2,5%, par rapport à fin décembre 2002, pour s'établir à 3.547,6 milliards à fin mars 2003. Comparés à leur niveau de mars 2002, ils ont augmenté de 9,2%. Les dépôts à vue se sont accrus de 75,3 milliards, soit 4,1%, pour se fixer à 1.929,8 milliards en mars 2003, essentiellement sous l'impulsion d'une hausse de 73,4 milliards des dépôts des particuliers et entreprises privées. Les évolutions les plus significatives ont concerné le Mali (27,6 milliards), le Burkina (21,0 milliards) et la Côte d'Ivoire (24,7 milliards). Les dépôts à terme, en s'établissant à 1.617,8 milliards au 31 mars 2003, sont ressortis en progression de 10,1 milliards ou 0,6% par rapport à leur niveau atteint à fin décembre 2002. Ils ont représenté 45,6% de l'ensemble des dépôts contre 46,4% trois mois plus tôt. La hausse des dépôts à terme est due à l'augmentation de 7,1 milliards des dépôts des Sociétés d'Etat et des Etablissements Publics à caractère Industriel et Commercial (EPIC) et de 3,0 milliards des dépôts des particuliers et entreprises privées.

En glissement annuel, la liquidité globale connaît une progression de 10,6%, résultant de la hausse de 593,2 milliards ou 23,6% des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires. Les dépôts ont augmenté de 298,5 milliards et la circulation fiduciaire de 224,0 milliards.

**MISE EN ŒUVRE DE LA DECISION DE CONSOLIDATION DES CONCOURS MONETAIRES  
DIRECTS DE LA BCEAO AUX ETATS DE L'UNION**

Le Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) a arrêté, lors de sa réunion du 19 septembre 2002, les modalités de consolidation des concours monétaires directs de la BCEAO aux Etats. Ainsi, les découverts statutaires au 31 décembre 2002 ont été consolidés à hauteur de 389,75 milliards aux conditions ci-après :

\* 378,96 milliards ont été consolidés sur dix ans à 3,0% l'an, représentant le montant des découverts n'excédant pas le plafond statutaire au 31 décembre 2001;

\* le dépassement du plafond statutaire ou du montant constaté au 31 décembre 2001, d'une valeur de 10,79 milliards, a été consolidé sur douze mois au taux d'intérêt de 6,50% l'an.

Au 1<sup>er</sup> avril 2003, les Etats de l'Union, à l'exception du Bénin qui n'avait pas eu recours aux avances statutaires, devaient régler la première échéance pour un montant global de 13,8 milliards dont 3,0 milliards au titre des intérêts.

## II.6.2. OPERATIONS SUR LE MARCHE INTERBANCAIRE

L'évolution du marché interbancaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine en mars 2003 est restée caractérisée par une contraction du volume des opérations. Leur volume moyen hebdomadaire s'est établi à 3,1 milliards, accusant ainsi une baisse mensuelle et annuelle respectivement de 10,6 milliards et 3,3 milliards. L'encours moyen des prêts recensés au cours de la période s'est inscrit à 65,8 milliards, marquant un repli mensuel de 5,7 milliards et annuel de 19,2 milliards.

Les taux d'intérêt se sont situés à l'intérieur d'une fourchette comprise entre 3,75% et 5,60%, contre 2,58% et 10,00% le mois précédent.

L'analyse par compartiment laisse apparaître les évolutions suivantes :

Le volume moyen hebdomadaire des prêts **au jour le jour** est retombé à 0,2 milliard en mars 2003, après 4,3 milliards le mois précédent et 0,6 milliard en mars 2002. Le taux moyen pondéré est ressorti à 5,00% contre 4,28% le mois précédent, mais reste inférieur au taux de 5,07% enregistré un an auparavant. **A une semaine**, les transactions sont ressorties en moyenne à 1,0 milliard, accusant une baisse mensuelle de 0,2 milliard mais une hausse annuelle de 0,2 milliard. Le taux moyen pondéré a baissé de 4,61% en février 2003 à 4,50% en mars 2003. Il affiche cependant une progression de 0,50 point de pourcentage d'une année à l'autre.

**A un mois**, les prêts se sont situés à 0,7 milliard, marquant une baisse mensuelle de 3,4 milliards et de 2,6 milliards sur un an. Le taux moyen pondéré s'est établi

à 4,88% contre 4,39% le mois précédent et 5,44% un an plus tôt. **A trois mois**, les opérations sont passées de 2,5 milliards à 1,0 milliard. Le taux moyen pondéré s'est situé à 5,30% contre 5,01% en février 2003. Douze mois plus tôt, des transactions d'un montant moyen de 1,3 milliard au taux moyen pondéré de 5,38% avaient été enregistrées. **A six mois**, les prêts sont ressortis à 0,3 milliard, en repli mensuel de 1,3 milliard. Le taux moyen pondéré est en recul à 3,75% contre 6,58% le mois précédent. Au cours de la période correspondante de l'année 2002, le compartiment n'avait enregistré aucune transaction.

## II.7. EVOLUTION DU MARCHE FINANCIER

L'activité de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) a été marquée, au cours du mois de mars 2003, par l'émission de nouvelles actions issues de l'augmentation du capital de la société FILTISAC-CI et par la suspension de la cotation des titres de la société BICICI du 20 au 26 mars 2003.

Sur le marché des actions, les indices se sont notablement inscrits à la baisse. L'indice BRVM<sub>10</sub> est en repli de 7,3% et l'indice composite de 8,1%, passant respectivement de 82,73 à 76,69 points et de 73,24 à 67,33 points.

Sur les vingt et une (21) séances de cotation organisées durant la période sous revue, quatre (4) ont clôturé en hausse et onze (11) en baisse pour l'indice BRVM<sub>10</sub>. L'indice BRVM composite s'est, pour sa part, situé en augmentation au terme de trois (3) séances et en repli à l'issue de quinze (15) autres séances.

Sur le marché des actions, le volume des transactions s'est accru de 54,6% passant de 14.851 titres d'une valeur de 471,5 millions, en février, à 22.956 titres d'une valeur de 600,5 millions. Cette évolution a été quelque peu induite par l'admission à la côte de 881.484 nouvelles actions FILTISAC-CI. Les actions SONATEL SN, NESTLE CI et SOLIBRA CI ont été les valeurs les plus actives, avec des volumes respectifs de 14.402 titres, 2.690 titres et 1.576 titres, pour des valeurs de 305,5 millions, 195,0 millions et 136,8 millions.

Par rapport à la date de démarrage des activités de la Bourse, les indices BRVM<sub>10</sub> et BRVM composite sont respectivement en baisse de 23,3% et 32,7%. Toutes les actions qui composent l'indice BRVM<sub>10</sub> ont enregistré une baisse par rapport à leurs cours d'introduction. Les plus marquées ont concerné les actions SHELL CI (-67,4%), SOGB CI (-61,9%) et FILTISAC CI (-49,5%).

L'ensemble des indices sectoriels de la BRVM ont connu un recul, à l'exception de l'indice des « autres Secteurs » qui a conservé sa valeur constante à 85,80 points. La plus grande baisse a concerné l'indice BRVM Finances (-17,1%).

La capitalisation totale du marché des actions est en diminution de 8,4%, s'établissant à 752,3 milliards contre 821,2 milliards le mois précédent. Celle du BRVM<sub>10</sub> a baissé de 7,8%, se fixant à 525,9 milliards. Par rapport à la date de démarrage des activités de la BRVM, la capitalisation totale s'est réduite de 83,9 milliards ou 10%.

Sur le marché obligataire, les transactions ont baissé, passant de 3.782 titres d'une valeur de 51,1 millions en février, à 913 titres d'une valeur de 14,4 millions au cours de la période sous revue. La capitalisation du marché obligataire est ressortie à 153,4 milliards au 31 mars, soit le même niveau que le mois précédent.

## **II.8. RELATIONS AVEC L'EXTERIEUR ET EVOLUTION DES TRANSFERTS**

### **II.8.1. Relations avec les Institutions de Bretton Woods et mobilisation de ressources extérieures**

Quatre Etats membres de l'Union ont mis en œuvre des programmes économiques et financiers dans le cadre des accords conclus avec le Fonds Monétaire International (FMI). Il s'agit du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Niger.

Les ressources mobilisées par les Etats membres de l'Union auprès du FMI en appui à ces programmes se sont chiffrées au cours des trois premiers mois de l'année 2003, à 26,1 millions de DTS équivalant à 21,2 milliards de FCFA, soit 24,3% des montants attendus pour l'année 2003.

Dans le cadre de l'allègement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et au titre de l'assistance intérimaire, le Bénin, le Burkina et le Mali ont bénéficié d'une réduction du service de leur dette extérieure envers le FMI, d'un montant de 5,6 milliards de FCFA. Après le Burkina en avril 2002, le Bénin et le Mali ont atteint le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE en mars 2003. Ainsi, le Bénin bénéficiera d'un allègement de sa dette extérieure de 265 millions de dollars US, soit 184,1 milliards de FCFA en Valeur Actualisée Nette (VAN). Quant au Mali, cette décision lui permettra de bénéficier d'une réduction supplémentaire de dette de 417 millions de dollars US (289,8 milliards de FCFA) en VAN, portant ainsi à 538 millions de dollars US (373,8 milliards de FCFA) le montant total de réduction de dette attendue par ce pays dans le cadre du mécanisme.

Les transactions financières entre les Etats membres de l'Union et le FMI ont porté essentiellement, au cours de la période sous revue, sur quatre tirages au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC), les rémunérations de positions créditrices, les opérations de rachats de monnaie et le paiement de commissions et d'intérêts.

Les pays de l'Union ont reçu du FMI un montant de 26,2 millions de DTS (26,1 millions de tirages et 0,1 million d'intérêts reçus), soit l'équivalent de 21,3 milliards de FCFA. Les tirages ont été effectués par le Bénin (3,3 milliards), le Mali (5,6 milliards), le Niger (9,5 milliards) et le Sénégal (2,8 milliards).

Les paiements en faveur du FMI se sont chiffrés à 23,3 millions de DTS (18,7 milliards de FCFA) se décomposant en rachats de monnaie pour 22,2 millions de DTS, soit 17,9 milliards de FCFA et en commissions et intérêts pour 1,1 million de DTS correspondant à 0,9 milliard de FCFA.

### **II.8.2. Evolution des transferts**

La trésorerie globale de la Banque Centrale s'est établie à 3.493 milliards de FCFA au 31 mars 2003 contre 3.289 milliards au 31 décembre 2002, en hausse de 204 milliards. Cette évolution est liée à des entrées nettes de devises d'une valeur de 160,9 milliards au cours du premier trimestre 2003. L'analyse par catégorie de bénéficiaires fait ressortir des évolutions contrastées, marquées par une diminution des entrées nettes au profit des banques, compensée par une amélioration de la position des Trésors nationaux passée d'une situation nette déficitaire à un excédent.

Les transferts émis par les banques de l'Union sont ressortis à 315,7 milliards au premier trimestre 2003 contre 178,1 milliards à la période correspondante de l'année 2002, soit une hausse de 137,6 milliards. Cette situation est imputable aux banques sénégalaises (39,2 milliards), béninoises (36,5 milliards) et togolaises (27,3 milliards), en liaison avec les règlements de la facture d'importations d'hydrocarbures, de produits alimentaires et de matériaux de construction. Pour sa part, le solde des transferts de fonds des Trésors nationaux de l'Union est ressorti excédentaire de 54,0 milliards au cours du premier trimestre 2003, après un déficit au cours des quatre années précédentes. Cette amélioration est induite par la baisse sensible des émissions conjuguée au doublement des réceptions de fonds.

Les transferts reçus par les banques de l'Union, via la BCEAO, se sont établis à 416,2 milliards, soit un repli de 49,4 milliards par rapport à la période correspondante de l'année 2002. Cette évolution est imputable principalement aux banques sénégalaises (-53,7 milliards), en relation avec le mauvais profil de la campagne agricole 2002/2003. Les fonds reçus par les Trésors nationaux ont augmenté de 75,7 milliards, passant de 65,8 milliards au premier trimestre 2002 à 141,5 milliards au premier trimestre 2003. Ces entrées de ressources sont composées, pour l'essentiel, de la mobilisation directe par les Trésors nationaux, de concours mis en place au titre de l'aide bilatérale et multilatérale et de l'approvisionnement par les filiales des agences de développement étrangères de leurs comptes d'opérations auprès des Trésors nationaux des pays membres.



Sur la base des cumuls sur les trois premiers mois de l'année 2003, les transferts reçus et émis, via la Banque Centrale, se sont soldés par une entrée nette de devises d'une valeur de 158,1 milliards contre 155,5 milliards à la période correspondante de l'année précédente. Les banques ont contribué à hauteur de 100,5 milliards à cet excédent.



## **LISTE DES ANNEXES**

**ANNEXE I** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE II** - évolution des cours des matières premières exportées

**ANNEXE III** - productions des principales cultures vivrières

**ANNEXE IV** - production et commercialisation des produits agricoles

**ANNEXE V** - productions minières

**ANNEXE VI** - indices des prix à la consommation (en moyenne annuelle)

**ANNEXE VII** - indices des prix à la consommation (glissement annuel)

**ANNEXE VIII** - situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

**ANNEXE IX** - situation monétaire intégrée de l'UEMOA (en milliards de FCFA)

**ANNEXE X** - évolution des transferts cumulés de janvier à mars 2003

## EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTÉES PAR L'UEMOA

	Cacao en fèves	Café vert robusta	Coton fibre	Huile d'arachide	Huile de palme	Huile de palmiste
	Cts/Lb			\$/TM		
<b>Janv 00</b>	41,63	53,13	56,32	788,57	346,19	640,60
Févr	38,97	48,87	58,81	773,10	333,69	595,24
mars	42,25	46,23	62,05	755,00	351,96	563,37
avril	41,52	44,47	58,04	741,75	369,50	561,38
mai	41,31	44,34	62,06	727,39	323,37	483,48
juin	42,80	42,65	59,24	715,00	311,82	440,91
juillet	42,44	40,73	59,48	679,05	310,71	404,14
août	39,86	38,30	64,25	668,52	308,05	369,66
septembre	40,04	38,73	64,42	676,90	287,48	327,14
octobre	39,88	36,16	64,73	681,90	262,14	315,71
novembre	36,38	32,84	67,66	694,29	255,60	352,26
Décembre	36,42	30,72	67,24	696,75	265,38	313,38
<b>moyenne 2000</b>	<b>40,3</b>	<b>41,4</b>	<b>62,0</b>	<b>716,5</b>	<b>310,5</b>	<b>447,3</b>
<b>Janv 01</b>	43,78	32,4	61,79	695,00	254,73	301,70
Févr	52,11	31,6	57,32	695,00	237,00	270,13
mars	51,33	30,6	51,58	693,41	250,23	276,82
Avril	49,17	28,45	47,22	698,57	254,52	283,10
Mai	49,12	29,53	46,21	695,43	236,41	287,72
Juin	43,71	28,69	42,81	684,52	254,05	311,67
Juillet	43,92	27,46	41,59	674,66	327,55	342,73
Août	46,86	25,82	45,08	665,00	358,48	369,35
Septembre	45,83	24,47	43,55	665,00	301,13	319,25
octobre	49,44	23,96	32,68	665,57	270,11	284,20
novembre	56,33	24,23	35,79	667,50	320,50	320,38
décembre	60,56	24,62	37,83	667,86	322,38	312,14
<b>janvier 2002</b>	62,68	22,77	38,37	666,59	334,09	330,00
février	67,41	24,34	37,39	665,00	331,63	357,25
mars	71,93	28,81	39,44	665,48	338,57	359,17
Avril	71,21	29,00	37,80	652,07	347,50	407,84
Mai	72,39	27,89	37,56	641,52	371,61	418,80
Juin	75,61	28,10	43,08	630,25	409,25	441,73
Juillet	84,31	28,46	47,34	628,91	404,35	435,52
Août	88,60	27,59	46,22	659,29	429,05	434,88
Septembre	97,77	31,51	44,43	710,00	399,76	410,57
Octobre	100,68	32,88	46,47	727,17	408,26	425,65
Novembre	82,64	37,08	50,34	790,71	439,40	455,95
Décembre	92,38	38,14	55,38	870,00	460,00	510,00
<b>Janvier 2003</b>	98,47	40,44	54,85	870,00	457,84	491,36
février	102,60	40,38	56,69	870,00	450,75	470,50
mars	90,07	36,87	58,80	1139,05	425,12	428,81

## ANNEXE II

## EVOLUTION DES COURS DES MATIERES PREMIERES EXPORTÉES PAR L'UEMOA

	Baril de pétrole	Caoutchouc	or brut	noix de cajou
	\$/baril	Pence/kg	\$/once	\$/tonne
<b>Janv 00</b>	26,02	47,46	284,60	697,00
Févr	28,15	52,81	299,61	667,00
mars	28,54	49,77	286,39	666,31
avril	24,89	50,55	279,70	656,00
mai	28,39	50,98	275,13	656,00
juin	30,12	51,18	285,71	653,73
juillet	29,20	50,48	281,61	618,43
août	30,49	53,94	274,26	616,71
septembre	33,00	53,62	273,58	591,96
octobre	32,22	54,70	270,25	572,38
novembre	33,37	52,71	265,72	540,71
Décembre	27,69	51,23	271,50	534,95
moyenne 2000	29,3	51,6	279,0	622,6
<b>Janv 01</b>	28,11	50,06	266,30	518,32
Févr	29,33	50,08	262,50	477,15
mars	27,41	48,24	264,90	459,32
Avril	28,00	48,89	260,55	496,10
Mai	29,09	50,78	271,94	448,35
Juin	27,74	51,81	270,35	249,95
Juillet	26,24	50,25	267,53	216,05
Août	26,83	48,24	272,58	210,96
Septembre	26,50	45,35	283,42	209,00
octobre	22,57	44,98	283,28	210,27
novembre	19,82	43,91	275,81	450,00
décembre	19,68	41,75	275,99	450,00
<b>janvier 2002</b>	20,06	47,30	281,40	450,00
février	21,07	51,29	295,43	450,00
mars	24,82	53,23	293,17	450,00
Avril	26,28	52,26	302,65	450,00
Mai	26,50	52,92	314,51	450,00
Juin	26,01	54,25	321,75	450,00
Juillet	26,77	86,95	313,26	450,00
Août	27,63	90,39	309,77	450,00
Septembre	29,63	98,39	319,14	450,00
octobre	28,68	91,19	316,47	450,00
Novembre	24,26	91,48	319,08	450,00
Décembre	31,10	90,50	347,20	450,00
<b>Janvier 2003</b>	31,88	91,91	357,01	450,00
Février	31,63	94,20	359,49	450,00
mars	31,65	94,68	341,53	450,00

Source: Reuters

## ANNEXE III

**PRODUCTION DES PRINCIPALES CULTURES VIVRIERES**

(en milliers de tonnes)

ANNEE	1993/1994	1994/1995	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003*
<b>PAYS</b>										
<b>BENIN</b>										
<i>volume</i>	2972,7	3062,6	3351,4	3576,3	4274,8	4513,8	4807,2	5504,5	5720,0	5748,6
<i>variation (%)</i>		3,0%	9,4%	6,7%	19,5%	5,6%	6,5%	14,5%	3,9%	0,5%
<b>BURKINA</b>										
<i>volume</i>	2481,5	2475,1	2296,4	2481,8	2095,8	2456,8	2699,9	2287,4	3101,0	3119,1
<i>variation (%)</i>		-0,3%	-7,2%	8,1%	-15,6%	17,2%	9,9%	-15,3%	35,6%	0,6%
<b>COTE D'IVOIRE</b>										
<i>volume</i>	7339,7	5556	5845,4	5370,8	5744,7	7567,6	7787,9	8057,9	8413,8	8235,8
<i>variation (%)</i>		-24,3%	5,2%	-8,1%	7,0%	31,7%	2,9%	3,5%	4,4%	-2,1%
<b>GUINEE BISSAU</b>										
<i>volume</i>	165,3	168,3	179,1	206,1	172,801	131,3	141,666	167,112	188,72	168,52
<i>variation (%)</i>		1,8%	6,4%	15,1%	-16,2%	-24,0%	7,9%	18,0%	12,9%	-10,7%
<b>MALI</b>										
<i>volume</i>	1981,6	2198,3	1935,0	1970,4	1915,9	2524,9	2854,8	2425,2	2582,8	2518,2
<i>variation (%)</i>		10,9%	-12,0%	1,8%	-2,8%	31,8%	13,1%	-15,0%	6,5%	-2,5%
<b>NIGER</b>										
<i>volume</i>	2938,2	2813,2	2541,5	2702,8	2212,0	3548,0	3291,2	2739,3	3159,2	3160,9
<i>variation (%)</i>		-4,3%	-9,7%	6,3%	-18,2%	60,4%	-7,2%	-16,8%	15,3%	0,1%
<b>SENEGAL</b>										
<i>volume</i>	1163,2	1049,3	1156,9	1033,7	847,1	836,5	1427,6	1206,0	1131,3	901,5
<i>variation (%)</i>		-9,8%	10,3%	-10,6%	-18,0%	-1,2%	70,7%	-15,5%	-6,2%	-20,3%
<b>TOGO</b>										
<i>volume</i>	1587,1	1507,7	1749,8	1870,7	2064,4	2889,2	3279,3	3098,1	2975,2	3094,5
<i>variation (%)</i>		-5,0%	16,1%	6,9%	10,4%	40,0%	13,5%	-5,5%	-4,0%	4,0%
<b>UEMOA</b>										
<i>volume</i>	20629,3	18830,5	19055,4	19212,6	19327,5	24468,1	26289,6	25485,5	27272,0	26947,1
<i>variation (%)</i>		-8,7%	1,2%	0,8%	0,6%	26,6%	7,4%	-3,1%	7,0%	-1,2%

NB: les cultures concernent le maïs, mil et sorgho, riz, igname, manioc, haricot et banane plantain

\* Previsions

## ANNEXE IV

## UEMOA : PRODUCTION ET COMMERCIALISATION DES PRODUITS AGRICOLES

( en milliers de tonnes)

PRODUITS	86-87	87-88	88-89	95-96	96-97	97-98	98-99	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003*
<b>PRODUCTION ARACHIDES</b>											
<i>Bénin</i>				57,57	65,532	102,341	98,897	100,9	121,2	125,4	146,2
<i>Burkina (décor.)*</i>	0,8	0,4	1,4	213,3	223,8	151,1	214,8	282,8	169,1	301,1	323,6
<i>Mali (coque)</i>	11	6,5	5,3	155,541	132,788	142,887	150,6	158,4	166,3	176,3	185,2
<i>Niger (coque)</i>	52,4	0	0,1	102,6	196	87,9	99	112,1	154,8	82,0	149,5
<i>Sénégal (coque)**</i>	614	710,8	415,2	337,8	148,6	544,8	579,1	1014,2	1061,5	943,8	265,3
<i>Togo (décor.)</i>	19,6	0	0,5	35,1	55,4	34,2	27,2	35,4	26,0	33,0	33,2
<b>TOTAL</b>	<b>697,8</b>	<b>717,7</b>	<b>422,5</b>	<b>901,9</b>	<b>822,1</b>	<b>1063,2</b>	<b>1169,6</b>	<b>1703,7</b>	<b>1698,9</b>	<b>1661,6</b>	<b>1103,1</b>
<b>ARACHIDES (commercialisation)</b>											
<i>Sénégal</i>				337,8	148,6	239,4	319,7	551,4	579,9	334,0	200,0
<b>CAFE</b>											
<i>Côte d'Ivoire</i>	264,1	186,3	239,3	176,1	322,7	311,0	130,1	379,0	301,1	182,0	218,8
<i>Togo</i>	11,4	11,1	14,8	6,5	22,4	10,3	19,3	16,7	12,6	6,0	20,6
<b>UEMOA</b>	<b>275,5</b>	<b>197,4</b>	<b>254,1</b>	<b>182,6</b>	<b>345,1</b>	<b>321,3</b>	<b>149,4</b>	<b>395,7</b>	<b>313,7</b>	<b>188,0</b>	<b>239,4</b>
<b>CACAO</b>											
<i>Côte d'Ivoire</i>	619,8	673,9	848,9	1264,8	1130,0	1090,3	1175,4	1412,4	1212,4	1264,7	1200,0
<i>Togo</i>	12,6	11,1	8,3	6,0	14,2	5,6	7,7	7,0	5,1	5,9	8,5
<b>UEMOA</b>	<b>632,4</b>	<b>685</b>	<b>857,2</b>	<b>1270,8</b>	<b>1144,2</b>	<b>1095,9</b>	<b>1183,1</b>	<b>1419,5</b>	<b>1217,5</b>	<b>1270,6</b>	<b>1208,5</b>
<b>COTON GRAINE</b>											
<i>Bénin</i>	131,3	70,2	108,7	349,6	348,8	359,2	335,1	362,2	336,6	411,8	346,0
<i>Burkina</i>	169,2	148	145,9	150,9	214,3	338,1	284,4	270,0	275,8	378,5	400,0
<i>Côte d'Ivoire</i>	213,5	256,1	290,8	221,8	265,1	337,1	360,8	399,5	287,0	393,0	343,2
<i>Mali</i>	201,7	199,1	249,5	405,9	470,1	538,3	518,8	459,1	250,0	570,9	419,4
<i>Niger</i>	8,1	8,6	5,9	14,0	10,4	nd	6,1	3,3	3,6	3,5	4,7
<i>Sénégal</i>	26,9	38,8	38,7	31,4	38,4	41,0	11,6	14,6	20,4	35,7	38,8
<i>Togo</i>	79,1	67	78,8	102,1	146,4	176,2	187,7	175,1	47,2	140,0	168,0
<b>UEMOA</b>	<b>829,8</b>	<b>787,8</b>	<b>918,3</b>	<b>1275,7</b>	<b>1493,5</b>	<b>1789,9</b>	<b>1704,4</b>	<b>1683,8</b>	<b>1220,5</b>	<b>1933,4</b>	<b>1720,2</b>

Sources : Organismes de commercialisation agricole

\* Prévisions

PRODUITS	2001	2002	Résultats provisoires				Var. % b/a
			2002		2003		
			a		b		
<b>DIAMANT (milliers de carats)</b>							
<b>Côte d'Ivoire</b>							
<i>productions</i>	309,0	306,5	87,5	31/03/2002	nd	31/03/2003	
<i>exportations</i>	309,0	306,5	87,5	31/03/2002	nd	31/03/2003	
<b>GAZ NATUREL (milliards de BTU)</b>							
<b>Côte d'Ivoire</b>							
<i>productions</i>	38602,1	53196,0	12504,4	31/03/2002	12707,8	31/03/2003	1,6%
<b>PETROLE (milliers de barils)</b>							
<b>Côte d'Ivoire</b>							
<i>productions</i>	2099,3	5457,2	843,6	31/03/2002	1516,9	31/03/2003	79,8%
<i>exportations</i>							
<b>UEMOA</b>							
<i>productions</i>	<b>2099,3</b>	<b>5457,2</b>	<b>843,6</b>	31/03/2002	<b>1516,9</b>	31/03/2003	79,8%
<i>exportations</i>							
<b>PHOSPHATE (milliers de tonnes)</b>							
<b>Sénégal</b>							
<i>productions</i>	1708,0	1710,1	418,1	31/03/2002	346,3	31/03/2003	-17,2%
<i>exportations</i>	445,2	457,8	113,2	31/03/2002	87,4	31/03/2003	-22,8%
<b>Togo</b>							
<i>productions</i>	1066,6	1379,9	312,3	31/03/2002	392,6	31/03/2003	25,7%
<i>exportations</i>	1304,2	1327,7	266,6	31/03/2002	181,9	31/03/2003	-31,8%
<b>UEMOA</b>							
<i>productions</i>	<b>2774,6</b>	<b>3090,0</b>	<b>730,4</b>	31/03/2002	738,9	31/03/2003	1,2%
<i>exportations</i>	<b>1749,4</b>	<b>1785,5</b>	<b>379,8</b>	31/03/2002	269,3	31/03/2003	-29,1%
<b>OR (Kilogrammes)</b>							
<b>Burkina</b>							
<i>productions</i>	228,5	208,9	nd	31/03/2002	nd	31/03/2003	
<i>exportations</i>	228,5	208,9	nd	31/03/2002	nd	31/03/2003	
<b>Côte d'Ivoire (Ity, Somiaf et autres)</b>							
<i>productions</i>	3672,0	3569,8	981,9	31/03/2002	nd	31/03/2003	
<i>exportations</i>	3672,0	3569,8	981,9	31/03/2002	nd	31/03/2003	
<b>Malí (Sadiola, Morila et Yatéla)</b>							
<i>productions</i>	53658,0	57964,7	4107,95	31/01/2002	3931,6	31/01/2003	-4,3%
<i>exportations</i>	57558,5	57964,7	4107,95	31/01/2002	3931,6	31/01/2003	-4,3%
<b>UEMOA</b>							
<i>productions</i>	<b>57558,5</b>	<b>61743,4</b>	<b>5089,8</b>	31/01/2002	<b>3931,6</b>	31/01/2003	-22,8%
<i>exportations</i>	<b>61460,0</b>	<b>61743,4</b>	<b>5089,8</b>	31/01/2002	<b>3931,6</b>	31/01/2003	-22,8%
<b>URANIUM (tonnes)</b>							
<b>Niger</b>							
<i>productions</i>	2917,4	3022,4	437,2	31/03/2002	464,2	31/03/2003	6,2%
<i>exportations</i>	2960,0	2960,0	470,0	31/03/2002	270,0	31/03/2003	-42,6%

Sources : Sociétés minières des Etats

**UEMOA : INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION**  
(VARIATIONS MENSUELLES EN POURCENTAGE )

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU	BAMAKO			NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA	IPC	IPA	IPHA
JANVIER 2001	-2,0	-4,2	-0,7	0,4	-0,1	0,6	1,8	4,7	0,5	-1,8	-1,2	-2,1	-0,4	-1,0	-1,2	-0,9	0,3	0,4	0,3	2,1	5,4	0,4	0,6	1,3	0,2
FEVRIER	-1,0	-3,1	0,2	0,1	0,2	0,0	0,5	1,1	0,2	0,0	-0,2	-0,9	0,5	-0,5	-0,6	-0,5	-0,1	-0,2	-0,1	1,2	3,0	0,3	0,1	0,1	0,1
MARS	1,6	3,6	0,5	2,5	8,2	-0,2	0,6	1,7	-0,1	0,7	1,8	3,6	0,2	1,7	3,6	0,2	-0,2	-0,5	0,0	1,4	0,7	1,7	0,9	2,0	0,2
<b>Trimestre I</b>	<b>-0,5</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,8</b>	<b>0,2</b>	<b>1,0</b>	<b>2,5</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>
AVRIL	1,2	2,4	0,5	-1,2	-3,2	-0,2	0,4	0,3	0,4	2,9	1,4	2,8	0,1	1,9	3,2	0,8	-0,2	-0,4	-0,1	1,2	3,4	0,1	0,5	0,8	0,3
MAI	1,7	3,8	0,4	1,7	5,1	0,1	1,2	2,4	0,6	0,3	0,8	1,0	0,5	0,4	1,4	-0,4	-0,3	-0,8	0,0	1,2	3,4	-0,1	0,9	1,8	0,3
JUIN	-0,5	-2,1	0,5	1,8	3,9	0,7	0,6	2,1	-0,2	3,6	1,5	3,2	0,0	1,4	4,1	-0,9	1,5	3,5	0,1	0,4	1,2	0,0	0,9	2,4	0,0
<b>Trimestre II</b>	<b>0,8</b>	<b>1,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,9</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,3</b>	<b>2,3</b>	<b>1,2</b>	<b>2,3</b>	<b>0,2</b>	<b>1,3</b>	<b>2,9</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>	<b>0,9</b>	<b>2,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,2</b>
JUILLET	0,3	1,0	-0,1	0,1	-0,3	0,3	-0,3	-1,3	0,2	-2,5	2,1	4,0	0,2	1,3	2,2	0,5	1,3	3,0	0,0	1,8	3,9	0,6	0,6	1,2	0,2
AOÛT	-1,0	-2,5	-0,1	0,2	1,7	-0,6	-0,1	-0,5	0,2	3,7	-0,1	-0,7	0,5	-0,4	-1,1	0,2	1,7	3,6	0,3	-0,5	-1,6	0,2	0,2	0,3	0,1
SEPTEMBRE	-0,3	-1,4	0,3	-2,7	-6,2	-0,9	-0,6	-1,8	0,0	-0,7	-0,5	-0,8	-0,1	0,1	0,6	-0,4	0,0	0,3	-0,3	-3,0	-8,3	0,1	-0,7	-1,6	-0,1
<b>Trimestre III</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,6</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>1,0</b>	<b>2,3</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-2,0</b>	<b>0,3</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>
OCTOBRE	0,2	1,2	-0,4	1,5	2,3	1,2	0,2	-1,3	1,0	0,1	0,9	1,1	0,7	-1,8	-4,0	0,3	1,3	2,6	0,3	-0,9	-1,7	-0,5	0,4	0,2	0,6
NOVEMBRE	0,8	2,1	0,1	-1,3	-2,1	-0,9	0,1	-0,3	0,3	-5,5	-0,5	-0,4	-0,5	0,2	0,8	-0,4	-1,1	-2,7	0,2	1,0	1,6	0,7	-0,2	-0,6	0,1
DECEMBRE	1,4	4,2	-0,3	-1,9	-5,2	-0,2	0,3	0,0	0,4	-1,8	-0,8	-1,4	-0,3	-0,1	-0,2	0,0	-0,2	-0,7	0,2	0,9	2,3	0,2	0,1	-0,1	0,2
<b>Trimestre IV</b>	<b>0,8</b>	<b>2,5</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>-2,4</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,3</b>
JANVIER 2002	-1,8	-4,5	-0,1	0,4	1,3	-0,1	1,4	3,4	0,5	3,9	-0,6	-1,1	0,0	-0,4	-0,7	-0,2	-0,8	-0,7	-0,9	1,8	5,1	0,0	0,3	0,8	0,0
FEVRIER 2002	0,1	0,4	-0,1	2,4	4,9	1,1	0,0	0,7	-0,3	1,4	0,6	0,9	0,5	0,5	0,8	0,3	0,7	1,3	0,4	-0,8	-2,7	0,3	0,4	0,8	0,1
MARS 2002	0,3	1,9	-0,6	-0,1	-0,8	0,3	0,0	0,4	-0,2	0,8	1,3	1,6	1,0	0,4	0,2	0,4	0,2	1,0	-0,4	1,2	2,6	0,5	0,3	0,9	0,0
<b>Trimestre I</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,7</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>1,8</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>1,5</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>1,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,0</b>
AVRIL 2002	1,5	2,6	0,8	0,7	0,2	1,0	0,3	1,5	-0,3	1,8	0,4	-0,1	0,8	0,6	0,9	0,3	0,0	-0,3	0,2	1,9	4,6	0,4	0,5	1,1	0,2
MAI 2002	-0,2	0,5	-0,7	1,7	3,8	0,6	0,2	1,2	-0,4	0,9	0,6	1,1	0,2	2,0	3,6	0,5	-0,2	-1,1	0,5	1,4	3,4	0,3	0,3	1,0	-0,1
JUIN 2002	1,7	2,7	1,0	1,5	4,6	-0,1	1,1	1,9	0,7	2,7	1,4	2,9	0,0	1,9	3,5	0,4	-0,8	-1,9	0,0	-0,5	-0,4	-0,6	0,7	1,3	0,3
<b>Trimestre II</b>	<b>1,0</b>	<b>1,9</b>	<b>0,3</b>	<b>1,3</b>	<b>2,9</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>1,6</b>	<b>0,0</b>	<b>1,8</b>	<b>0,8</b>	<b>1,3</b>	<b>0,3</b>	<b>1,5</b>	<b>2,7</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,1</b>	<b>0,3</b>	<b>0,9</b>	<b>2,5</b>	<b>0,0</b>	<b>0,5</b>	<b>1,2</b>	<b>0,1</b>
JUILLET 2002	1,9	4,8	0,0	-0,5	-1,5	0,0	-1,1	-2,3	-0,4	-3,0	1,9	3,2	0,5	-0,4	-0,7	-0,2	1,0	2,1	0,2	-1,9	-5,0	-0,1	-0,1	0,0	-0,1
AOÛT 2002	-2,6	-6,7	0,2	1,2	1,0	1,3	-0,1	-0,3	0,0	0,5	-0,2	-0,5	0,2	-0,9	-1,9	0,0	1,0	2,3	0,0	-1,4	-4,6	0,6	-0,1	-0,7	0,3
SEPTEMBRE 2002	-1,5	-5,7	1,1	-2,4	-5,3	-0,9	0,1	0,0	0,1	0,1	-1,4	-2,8	0,0	-1,3	-2,7	0,1	1,0	2,4	-0,1	-1,3	-5,1	0,8	-0,3	-1,1	0,1
<b>Trimestre III</b>	<b>-0,7</b>	<b>-2,5</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,9</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,8</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,8</b>	<b>0,0</b>	<b>1,0</b>	<b>2,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-1,5</b>	<b>-4,9</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,1</b>
OCTOBRE 2002	0,3	0,9	0,0	-0,4	-1,5	0,1	0,6	1,0	0,4	-1,5	1,3	2,6	0,1	-0,3	-1,2	0,5	-1,2	-3,1	0,3	0,5	-0,3	1,0	0,1	-0,3	0,3
NOVEMBRE 2002	1,4	3,8	-0,1	0,3	1,2	-0,1	0,7	1,7	0,2	1,4	-0,1	-0,6	0,4	0,5	0,6	0,5	0,4	0,8	0,0	-0,1	-0,3	-0,1	0,5	1,2	0,2
DECEMBRE 2002	0,3	0,1	0,5	-0,8	-2,6	0,1	1,1	2,3	0,4	-1,6	-1,3	-2,9	0,3	-1,8	-3,8	0,0	0,1	0,4	-0,1	0,8	2,7	-0,1	0,3	0,3	0,2
<b>Trimestre IV</b>	<b>0,7</b>	<b>1,6</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,8</b>	<b>1,7</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>-1,5</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>
JANVIER 2003	-0,2	0,3	-0,6	0,3	-1,5	1,1	0,3	0,3	0,3	-0,4	-2,0	-3,5	-0,4	-1,0	-1,9	-0,1	-0,6	-0,9	-0,4	0,1	2,0	-0,9	-0,2	-0,5	0,0
FEVRIER 2003	0,6	-1,0	1,5	0,7	-0,7	1,5	0,7	1,5	0,3	0,7	0,8	0,5	1,1	0,4	-2,0	2,7	0,7	0,4	0,9	0,4	-1,0	1,1	2,5	3,5	1,8
MARS 2003	0,2	-2,9	2,2	-0,5	-1,9	0,2	0,1	0,1	0,1	-1,0	-0,5	-0,8	-0,3	0,0	-3,0	2,7	0,1	-2,2	1,9	-1,0	-4,7	1,1	2,1	1,7	2,3
<b>Trimestre I</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,2</b>	<b>1,0</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,4</b>	<b>0,9</b>	<b>0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>-2,3</b>	<b>1,8</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,2</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,4</b>	<b>1,5</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>

Source : Instituts nationaux de statistique









**UEMOA : VENTILATION DES TRANSFERTS CUMULES DE JANVIER A MARS 2003**

en millions de FCFA

PAYS	TRANSFERTS SUR U M O A				TRANSFERTS SUR EXTERIEUR				FLUX NET			
	Banques	Trésors	Divers	Total	Banques	Trésors	Divers	Total	Banques	Trésors	Divers	Total
<b>BENIN</b>	20 556	8 492	1 248	30 296	84 687	8 362	44	93 093	-64 131	130	1 204	-62 797
<b>BURKINA</b>	10 685	15 943	307	26 935	41 267	5 967	457	47 691	-30 582	9 976	-150	-20 756
<b>COTE D'IVOIRE</b>	271 024	35 734	1 474	308 232	4 471	28 795	597	33 863	266 553	6 939	877	274 369
<b>GUINEE BISSAU</b>	1 236	6 296	80	7 612	0	170	29	199	1 236	6 126	51	7 413
<b>MALI</b>	66 133	38 792	292	105 217	21 462	11 402	39	32 903	44 671	27 390	253	72 314
<b>NIGER</b>	13 340	11 989	1 022	26 351	29 500	4 246	184	33 930	-16 160	7 743	838	-7 579
<b>SENEGAL</b>	30 530	21 552	1 315	53 397	81 677	26 759	200	108 636	-51 147	-5 207	1 115	-55 239
<b>TOGO</b>	2 699	519	7 674	10 892	52 682	1 796	6 067	60 545	-49 983	-1 277	1 607	-49 653
<b>Totaux</b>	<b>416 203</b>	<b>139 317</b>	<b>13 412</b>	<b>568 932</b>	<b>315 746</b>	<b>87 497</b>	<b>7 617</b>	<b>410 860</b>	<b>100 457</b>	<b>51 820</b>	<b>5 795</b>	<b>158 072</b>

(\*) non compris les transferts émis par le siège de la BCEAO

SOLDE CUMULE JANV-FEVRIER 2003 **158 072**SOLDE CUMULE JANV-FEVRIER 2002 **154 520**Ecart **3 552**